

Le Courriel d'information

n°359 – Mardi 03 septembre 2002

11 SEPTEMBRE

Dans ce numéro

L'après-Manhattan est mal parti

Par René Passet

On ne pourra éradiquer le terrorisme qu'en remédiant à la misère et l'humiliation qui en constituent le terreau. Malgré l'électrochoc du 11 septembre, les institutions internationales et les gouvernements continuent d'ignorer les contradictions profondes du système mondial. La lutte contre l'économie criminelle, le blanchiment et les paradis fiscaux s'arrête où commencent les intérêts des puissants.

« Ben Laden mort ou vif !... » qu'importe ? En liant le succès de leur intervention à sa capture, les dirigeants américains ont pris le risque de voir celle-ci s'achever en quenouille, alors que le résultat du choc frontal, sur le terrain, ne laissait aucun doute. Pourtant, l'écrasement d'un régime obscurantiste et rétrograde, la pulvérisation de bases d'entraînement pour fanatiques avides d'exploits leur permettant de mériter ces 70 vierges qui les attendent au paradis, cela n'est pas rien... Mais est-ce tout ? Le moment est venu de prendre un peu de recul et de faire un premier bilan.

Une guerre n'est vraiment gagnée que si l'on a fait disparaître les raisons pour lesquelles elle a été entreprise. Le terrorisme, on le sait, a pour terreau la misère et l'humiliation des populations déshéritées du monde. Il tire ses moyens de financement de l'économie criminelle, du blanchiment et des paradis fiscaux que nous ne cessons de combattre. Et il se nourrit d'un autre terrorisme qui ne le justifie pas, mais dont il faut savoir qu'il existe et qu'il doit, lui aussi, être éradiqué. Les enfants irakiens morts des sanctions économiques infligées à leur pays ; les paysans et



les travailleurs d'Afrique ou d'Amérique latine coupables de défendre leurs maigres moyens d'existence, massacrés par les milices privées et les forces armées des pays dictatoriaux mis en place et soutenus par nos grandes démocraties : « Les millions de morts en Yougoslavie, en Somalie, en Haïti, au Chili, au Nicaragua, au Salvador, dans la République dominicaine, au Panama, autant de pays dirigés par des terroristes, des dictateurs, des auteurs de génocides que le gouvernement américain soutenait, finançait, armait » (1) ; terrorisme officiel celui-là, directement exercé par le système et à ce titre parfaitement toléré... honorable sans doute puisque ce sont les puissants qui l'imposent et les faibles qui le subissent.

C'est seulement quand on aura mis fin à tout cela que l'on aura véritablement vaincu le terrorisme. En prend-on le chemin ?

D'un coup, l'évidence semblait avoir ébloui gouvernements et institutions internationales. Hommage involontaire à leurs opposants, le G7, le gouvernement américain, la Commission européenne... décrétaient subitement le contraire de ce qu'ils préconisaient la veille.

- « Ils sont maintenant tous keynésiens » soulignait le Financial Times du 5 octobre. Les entreprises elles-mêmes sollicitaient l'intervention publique... dès lors qu'elles en seraient les premières bénéficiaires. Les compagnies d'assurances plaidaient avec éloquence l'existence d'un type de risque dont la couverture incomberait logiquement aux États... Les pays européens s'autorisaient des accommodements avec l'application du pacte de stabilité. Le gouvernement des États-Unis mettait en place un plan de relance de 120 milliards de dollars, dont 15 milliards en faveur des compagnies aériennes. "Keynésianisme" peut-être, mais bien ciblé. En dépit des efforts déployés par les Démocrates, la manne échappait aux 100 000 personnes licenciées à la suite de l'événement, aux chômeurs, aux "bénéficiaires" d'un revenu minimum : la relance par l'offre abaisserait les coûts, disait-on, alors que la stimulation de la demande comporterait un risque d'inflation... si néfaste à la valeur réelle de la rente...

- La lutte contre l'argent sale se limite au gel des filières liées au financement du terrorisme. Les ministres des finances du G20, réunis le 16 novembre, adoptent un plan visant à « interdire aux terroristes et à leurs complices l'accès ou le recours à nos systèmes financiers et à mettre fin à l'utilisation abusive des réseaux bancaires informels » ; l'existence même de ces réseaux, loin d'être dénoncée, se trouve donc implicitement légitimée, puisqu'on ne condamne que leur « utilisation abusive ». Les banques sont conviées à dévoiler et geler les comptes suspects, sous peine de se voir interdire toute activité sur le marché américain ; c'est très bien, mais la vraie question concerne l'existence même des paradis fiscaux, des zones off-shore et des mécanismes du blanchiment. C'est à la racine qu'il convient d'attaquer l'argent du crime. On sait ce qu'il faudrait faire : imposer la transparence des transactions par la levée du secret bancaire ; assurer un contrôle public international des fonds transitant par ces chambres de compensation dont le livre Révélations d'Ernest Backes et Denis Robert montre qu'elles constituent les lieux de passage obligé de la quasi-totalité des mouvements internationaux de capitaux ; refuser toute reconnaissance juridique aux sociétés établies dans les zones de non-droit et aux transactions qui s'y nouent... On le sait, mais on ne le fait pas. Il est vrai que de nombreuses entreprises de l'économie légale, notamment transnationales, y trouvent des avantages fiscaux et des possibilités d'exploitation de la main-d'œuvre sur lesquels elles assoient leur compétitivité. On se garde bien aussi de toucher à l'Arabie saoudite, symbole d'obscurantisme et principal foyer de financement des activités terroristes, mais incontournable puissance pétrolière...

- La lutte contre la misère du monde se limite à la récompense des bienheureux convertis de la dernière heure. Sans doute y aura-t-il « plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui persévèrent »(Saint-Luc XV, 7). Mais la sollicitude envers le repenti n'assure pas le bonheur des quatre-vingt-dix-neuf oubliés de la fortune. Remise de dette donc pour le Pakistan, ainsi récompensé de son ralliement, mais nulle instance n'évoque la question plus générale de l'annulation de la dette. Les plans d'ajustement structurel continuent à s'appliquer avec la même rigueur : à l'Argentine notamment, pourtant au bord de la faillite. Nulle part n'est envisagée une quelconque « montée en puissance » de l'aide publique internationale indispensable au démarrage des pays les plus défavorisés. Sauf évidemment pour le Pakistan auquel est offerte une contribution de 6 milliards de dollars.

- Partout, on se montre plus prompt à réduire les libertés qu'à porter atteinte au pouvoir de la finance. Il serait démagogique de contester que certaines restrictions de liberté puissent être nécessaires en période d'insécurité. Mais des inquiétudes s'élèvent en Europe, aux États-Unis,



concernant notamment la forme et l'étendue des contrôles, la nature des actes susceptibles de tomber sous le coup des mesures visant le terrorisme, ou les possibilités d'extension abusive de la durée des détentions provisoires. Quarante parlementaires américains – qui n'appartiennent pas tous au parti démocrate – dénoncent la création par décret présidentiel de tribunaux militaires spéciaux, « qui permettrait des arrestations secrètes, des actes d'accusation secrets, des procès secrets et même des exécutions secrètes. » (2)

Les « révisions déchirantes » s'arrêtent donc au seuil des intérêts établis qu'il faudrait remettre en cause, et le système continue de rouler sur sa pente fatale. En dépit du sort des armes, le monde occidental est en train de perdre la véritable guerre qu'il fallait gagner : celle contre les racines de la terreur et de la violence. On n'éradiquera le terrorisme qu'en transformant le terreau dont il tire sa substance.

Le choc du microbe et de l'éléphant

La solution ne saurait être exclusivement militaire : combien de guerres gagnées suivies de paix perdues ? D'ailleurs est-ce la guerre qui a été gagnée sur le terrain, ou seulement le choc frontal de deux puissances inégales ? Le choc du microbe et de l'éléphant. Mais, face à l'éléphant, la stratégie du microbe s'appuie sur deux atouts dont il faut savoir qu'il les conserve toujours en sa possession :

- L'imperceptibilité : au moment où l'Amérique ne songe qu'à mettre en place un bouclier antinucléaire destiné à l'abriter définitivement des armes de destruction massive, quelques fanatiques se préparent dans l'ombre et, armés de simples cutters, parviennent sans être détectés à contourner toutes les défenses. Les moyens d'observation les plus sophistiqués – même par satellites – possèdent leurs limites.

- La dissémination : Ben Laden, le mollah Omar, ainsi, dit-on, que deux mille combattants auraient disparu dans la nature. Le constater n'est pas s'en réjouir. Sans doute la destruction de leurs bases et le gel de leurs sources de financement réduisent-ils considérablement leur capacité de nuire à l'échelle du monde. Mais Noam Chomsky (3) évoque la probabilité d'une stratégie bien connue, dite de « résistance sans dirigeants », s'appuyant sur de petits groupes autonomes où tout le monde se connaît, donc très difficiles à infiltrer, s'ignorant mutuellement et possédant chacun une grande liberté d'initiative. Le bioterrorisme, de son côté, correspond bien à cette image d'une dispersion à l'intérieur même de l'organisme que l'on veut atteindre. Une telle situation appelle effectivement, comme le réclame le président américain, la coopération de toutes les nations par l'information notamment et une traque permanente des organisations criminelles dans chaque pays. Mais cela ne suffira pas : aussi longtemps qu'on n'aura pas remédié aux causes profondes qui engendrent le terrorisme, chaque tête coupée, telle l'hydre de Lerne, en engendrera deux…

À la stratégie du microbe, il faut opposer l'antibiotique qui crée un milieu hostile à son développement. Soulignons seulement les priorités. Tout d'abord, et en première urgence, combattre la misère mondiale par les moyens dont les conséquences se feront le plus rapidement sentir : desserrer le nœud qui étrangle les nations les plus pauvres, par l'annulation de la dette, par la suppression des plans d'ajustement structurel obligeant les pays qui les subissent à sacrifier les bases réelles de leur développement à de purs équilibres budgétaires de court terme ; leur donner de l'oxygène par le renforcement de l'aide publique internationale ; réduire la pression de compétition dont ils sont l'objet, en proclamant le droit des peuples à satisfaire par eux-mêmes leurs besoins fondamentaux ; s'attaquer directement aux mécanismes du blanchiment de l'argent sale, et non aux seules filières de financement du terrorisme, dont le développement constitue un résultat et non une cause. Sans oublier évidemment les réformes institutionnelles à plus long terme souvent évoquées ici et sur lesquelles on ne reviendra pas. Porter, par la coopération des États, le pouvoir de contrôle du politique au niveau international des forces économiques qu'il doit maîtriser ; les lendemains de Manhattan ont montré par l'exemple que cela peut se faire si on le veut vraiment. Mais le veut-on vraiment ?

Les contradictions explosives du système mondial

Peu de temps après la tragédie, certains pensaient que le monde avait changé de cap. Le sociologue allemand Ulrich Beck évoquait « un Tchernobyl de l'économie mondiale : comme on enterrait là-bas les bienfaits de l'énergie nucléaire, on enterre ici les promesses de salut du néolibéralisme. » (4) Un éditorial des Échos annonçait que « les États-Unis ont pris conscience de leurs responsabilités dans l'instauration d'un nouvel ordre mondial… la nécessité d'une gouvernance mondiale est reconnue. » (5) Mais à peine un mois et demi après les événements, le 23 novembre à Genève, lors de la convention relative à la Conférence sur les armes biologiques, les États-Unis, seuls contre

143 pays, s'opposent, une fois de plus, au renforcement des contrôles : « Le protocole est mort », décrète leur représentant, qui s'en prend durement à quelques nations accusées d'avoir violé la convention et quitte les lieux sans daigner écouter leur réponse. Étrange conception de la coopération internationale. Déjà l'OCDE tance les pays comme la France qui ont pris des libertés avec la rigueur des équilibres budgétaires, et le rapport annuel de la Commission européenne appelle au respect des impératifs du pacte de stabilité. L'OMC, à Doha, reprend sa marche traditionnelle, comme si de rien n'était. Et, le 5 décembre, une logique comptable étriquée conduit les 24 administrateurs du FMI à refuser à l'Argentine exsangue tout déblocage supplémentaire de fonds tant qu'elle n'aurait pas réalisé le déficit budgétaire zéro. Les succès militaires qui grisent les âmes faibles et le temps qui passe semblent faire oublier très vite les résolutions initiales. Le feu vert visiblement laissé au gouvernement Sharon, dans l'épreuve de force menée au Moyen-Orient, laisse craindre qu'on croit de plus en plus aux seules vertus de la force pour régler les problèmes. Vision bornée : la force n'a jamais semé que la haine qui, génération après génération, alimente le terrorisme.

Pourtant, si rien n'est changé dans le refus du système à se remettre en cause, tout est changé dans la réalité des choses. Le basculement dans la crise, antérieur au 11 septembre, s'est précisé ; les États-Unis savent aujourd'hui qu'ils ne sont pas invulnérables, les signes visibles des contradictions du système se multiplient : l'explosion à Toulouse d'une usine à haut risque, la catastrophe du tunnel du Saint-Gothard entre Suisse et Italie, le nouveau crash d'un avion, sur un quartier de New York, le 12 novembre ; rien de cela ne vient de l'extérieur, mais résulte d'une logique interne sacrifiant les dépenses de sécurité des personnes à la rentabilité des investissements.

Il reste donc à espérer que la pression des réalités finira par imposer progressivement les reconversions auxquelles on se refuse encore aujourd'hui. Faute de quoi, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut être sûr que – on ne sait quand, on ne sait où, on ne sait sous quelle forme – surviendront de nouveaux drames.

Déjà, en de nombreux points, la contestation des travailleurs chassés de leur emploi débouche sur des actions violentes : on menace ici de déverser des produit toxiques sur l'environnement, on incendie là un atelier et on menace de faire sauter une usine. Puissent les puissants du monde, si aptes à « semer du vent », prendre garde aux « moissons de tempête » (6) qu'ils nous préparent…, s'ils persévèrent dans le refus d'aller au fond des vrais problèmes.

René Passet est économiste. Derniers ouvrages parus : L'Illusion néo-libérale, Flammarion, 2001 ; Éloge du mondialisme par un anti présumé, Fayard, 2001.
Contact pour cet article: cs@attac.org

1 Arundhaty Roy, « Ben Laden, secret de famille de l'Amérique », Le Monde, 14-15/10/2001.
2 Le Monde, 29/11/2001.
3 Noam Chomsky, « La nueva guerra contra el terror », très long et très édifiant article de 6 pages, dans l'édition espagnole du Monde diplomatique, novembre 2001.
4 Ulrich Beck, « La fin du néolibéralisme », Le Monde, 10/11/2001.
5 Erik Israelevitch, Les Échos, 4/10/2001.
6 « Ils ont semé du vent et ils moissonneront des tempêtes », Livre d'Osée, le Prophète (VIII, 7).

Article paru dans Transversales Science Culture n°1 de la nouvelle série trimestrielle

Plus d'Information.

Colloque international organisé par ATTAC France attacfr@attac.org « Le 11 septembre, un an après » Paris, 11 septembre 2002 - MC93 Bobigny 16 h 30 - 23 h 00 http://attac.org/fra/asso/doc/doc96.htm

Table ronde 1 : 16 h 30 - 18 h 30 « Une année d'occasions manquées » - Dean Baker (Etats-Unis), économiste, co-directeur du Center for Economic and Policy Research (CEPR), Washington - Riccardo Bellofiore (Italie), économiste à l'université de Bergame ; membre du Conseil scientifique d'Attac Italie - Susan George (France), vice-présidente d'Attac France - Heikki Patomäki (Finlande), professeur d'économie politique internationale à l'université de Nottingham Trent, Royaume-Uni + Table ronde 2 : 19 h 30 - 21 h 00 « Contre l'aveuglement libéral, des alternatives aux politiques économiques internationales » Thomas Palley (Etats-Unis), directeur du Globalization Reform Project Open Society Institute, Washington - Dominique Plihon (France), président du Conseil scientifique d'Attac France - Gianni Rinaldini (Italie), secrétaire général de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM) + Table ronde 3 : 21 h 30 - 23 h 00 « Pour un autre ordre mondial » Bernard Cassen (France), président d'Attac France - Philip S. Golub (Etats-Unis), journaliste, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII - Emir

Sader (Brésil), coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, journaliste et écrivain - Peter Wahl (Allemagne), membre du comité exécutif de World Economy, Ecology and Development (WEED), Berlin

Un an après, les travailleurs américains subissent toujours les retombées du 11 septembre

par Chris Kutalik
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Le 12 septembre 2001, les commentateurs disaient déjà aux Américains que "rien ne serait plus jamais pareil." Depuis lors, au cours de l'année écoulée, les travailleurs ont constaté que si des choses avaient beaucoup changé, et d'autres pas du tout, il existait bien maintenant une nouvelle logique de raisonnement : la guerre déclarée au terrorisme. De plus en plus régulièrement, la sécurité nationale est invoquée pour masquer le mot d'ordre anti-syndical de l'administration Bush et des employeurs.

Les plans visant à restructurer les relations entre les travailleurs et la direction à la fois dans les secteurs publics et privés et qui existaient souvent longtemps avant le 11septembre sont devenus partie inséparable du nouvel ordre. Que ce soit par le biais de licenciements massifs et d'autres délocalisations économiques ou par les effets plus directs de la politique gouvernementale, les travailleurs découvrent que des forces qui peuvent changer beaucoup nos vies quotidiennes et nos lieux de travail sont en entrées en action.

Un an après, Labor Notes observe les effets cumulatifs des événements du 11 septembre et la réponse qu'y a apporté le gouvernement.

RETOMBÉES IMMÉDIATES

Les retombées des événements du 11 septembre furent immédiates pour beaucoup de travailleurs. La plongée rapide dans la récession d'une économie déjà très mal en point du fait de sa faiblesse structurelle a provoqué une vague massive de licenciements. Durant les 18 semaines qui suivirent le 11 septembre, 125.637 ouvriers provenant de 430 lieux de travail, travaillant pour la plupart dans des compagnies aériennes et dans des entreprises actives dans le tourisme et l'Industrie hôtelière, furent congédiées, un résultat direct des attaques.

Les déficits budgétaires qui en résultèrent ont également mené au gel des salaires pour les employés des secteurs publics dans beaucoup de communautés. À Miami, par exemple, professeurs et fonctionnaires ont récemment réagi en organisant un congé maladie massif .

Bien avant que le World Trade Center ne s'écroule, un mouvement pour exiger des concessions de la part des syndicats existait déjà, mais certaines compagnies, des compagnies aériennes en particulier, ont tiré profit de la crise pour exiger plus de sacrifices. Selon Joshua Freeze, un membre de l'association des personnels navigants « des mois avant le 11 septembre, les compagnies aériennes ont commencé à demander des concessions aux syndicats des employés. Il est important de noter que la raison pour laquelle ils ont pris la peine d'exprimer cette demande est que le personnel des compagnies aériennes est syndiqué à plus de 80 % - ce qui constitue probablement le secteur le plus fortement organisé aux États-Unis. »

En plus de subir ce retour de souffle indirect provoqué par les événements du 11 septembre, des milliers de travailleurs ont été directement affectés par des politiques gouvernementales enracinées dans la guerre contre le terrorisme. De la fusillade des non-citoyens au retrait de la protection syndicale pour 170.000 employés fédéraux en passant par l'enrôlement des travailleurs dans un système national d'espionnage, l'impact est déjà tout à fait évident.

SÉCURITÉ DE LA PATRIE

Les efforts déployés pour créer le nouveau Département de la Sécurité de la Patrie (DSP) [Department of Homeland Security] ont eu des implications bien plus significatives pour les travailleurs qu'une couche flambante neuve de bureaucratie. Enfouie à l'intérieur des 35 pages que constitue le projet de loi original pour créer la super-agence du DSP, une phrase longue de 68 mots (section 730) permet - à l'appréciation du président - de dépouiller les 170.000 nouveaux employés du DSP de tous les droits d'accords collectifs et services de protection de la fonction publique repris sous le Titre 5.

La phrase exige un nouveau système de gestion qui soit "flexible," "contemporain," et "fondé sur les principes du mérite et de la bienséance de la fonction publique."

Bobby Harnage, président de la Fédération Américaine des Employés du Gouvernement (AFGE), a qualifié la langue employée dans le



texte de "code d'une disposition d'esprit qui se prépare à miner le salaire de la fonction publique, l'assurance maladie, les systèmes de retraite, le recrutement basé sur les compétences, le droit à faire appel en cas de licenciement, les droits de protection en cas de dénonciation, et les droits de s'organiser et négocier collectivement."

Le nouveau projet de loi fait suite à l'ordre exécutif présidentiel du 7 janvier 2002 qui a privé près de mille employés du Ministère de la justice de leurs droits de négociation collective.

Parfois les objectifs anti-syndicaux de ces efforts ont été explicitement définis. Michael Franc, vice-président de l'influent groupe de réflexion de droite de l'Heritage Foundation déclare dans le Houston Chronicle du 20 juin que "cette nouvelle agence et la guerre au terrorisme constituent l'ordre du jour conservateur jusqu'aux élections."

Franc ajouta que « asseoir la prééminence des droits managériaux sur les syndicats, garantir qu'aucun quota de race ou de sexe ne viendra interférer dans le recrutement et empêcher des tentatives d'appliquer les lois sur les salaires - constitueront une grande partie de la discussion. » Franc entretient de solides relations avec le républicain Richard Armey du Texas, qui a présidé le comité désigné par la Chambre pour faire passer le projet de loi au Congrès.

L'AFGE représente actuellement environ 50.000 des travailleurs affectés dans un certain nombre d'organismes qui seront associées au DSP, ils proviennent du Bureau Fédéral de Gestion de Secours d'Urgence, des Garde-côtes, du Service Fédéral d'Immigration et de Naturalisation (y compris les garde- frontières), et le Service de Protection Fédéral. Jackie Simon de l'AFGE indique que le syndicat mobilise ses membres en vue d'une campagne de pression pour que la partie du projet de loi relative à l'action anti-syndicale soit retirée de la version finale.

Les démocrates du Sénat se sont mobilisés pour rejeter les dispositions anti-syndicales, mais l'issue finale du projet de loi reste indéterminée tandis que le Congrès est ajourné durant l'été. Cependant, le Président Bush a prévu le veto au projet de loi si la section 730 est rejetée dans les délibérations postérieures.

LICENCIEMENT DES IMMIGRES LEGAUX

La Loi sur la Sécurité de l'Aviation et des Transports interdit aux travailleurs qui ne sont pas des citoyens américains d'effectuer des travaux de détection par scannage dans les aéroports. Ce seront probablement plus de 6.000 non-citoyens employés actuellement (environ 25% de la main-d'œuvre nationale affectée à ce type de travail), qui seront mis à pied quand la législation entrera pleinement en vigueur le 19 novembre prochain.

La grande majorité de ces non-citoyens sont des résidents permanents légaux, beaucoup ont de nombreuses années d'expérience. En plus de l'injustice commise envers ces travailleurs qui seront licenciés, les militants craignent le fait que cette condition de citoyenneté « fasse tache d'huile vers d'autres secteurs d'activité », dans les aéroports et ailleurs.

C'est le personnel affecté à ces tâches de détection dans les aéroports de la Côte Ouest qui sera le plus touché. Dans plusieurs principaux aéroports de Californie près de 80% de ce type de personnel est constitué d'immigrés, en majorité philippins. Le Syndicat des Employés des services [Service Employees Union], qui représente un grand nombre de ces contrôleurs, a ouvert officiellement une procédure judiciaire commune avec le Syndicat des Libertés Civiles Américaines [American Civil Liberties Union] en janvier au nom des travailleurs affectés. Une campagne populaire impliquant Philippins et militants de la Paix et de la Justice a été organisée autour de ce problème dans la région de la baie de San Francisco.

OPERATION TIPS

Les changements politiques qui affecteront directement les vies des travailleurs ne se limitent pas au monde économique. Le Ministère de la Justice a révélé un plan intitulé Operations TIPS [Terrorism Information and Prevention System](système de prévention et d'information sur le terrorisme), visant à attirer des millions de travailleurs américains dans un vaste réseau de surveillance.

Selon les Citizen Corps récemment constitués (un groupe de volontaires sous l'autorité du Gouvernement Fédéral), les TIPS constitueront « un système national qui permettra à ces travailleurs, qui, grâce à leurs habitudes sont en bonne position pour ce faire, d'identifier des événements inhabituels et de rapporter toute activité suspecte. »

Des entretiens ont commencé mi-juillet entre le Ministère de la justice et les directeurs des grandes sociétés dont les ouvriers ont des interactions fréquentes avec le public : sociétés de messageries, les employés de services publics, chauffeurs-livreurs, les capitaines de bateau, les conducteurs de camion, et les conducteurs de



train. Le but final des TIPS est d'introduire un million d'ouvriers dans le système comme groupe d'informateurs potentiels.

Un mouvement de résistance au projet s'est déjà créé du côté des libertaires civiques et des différentes sections des syndicats ouvriers. Une résolution votée par la Fédération du travail de la Californie le 24 juillet a vigoureusement condamné le plan, comparant les TIPS aux efforts de l'Allemagne nazie pour transformer la main-d'œuvre de la nation en un réseau d'informateurs et d'espions. La National Association of Letter Carriers (NALC – Association Nationale des Transporteurs de Courrier) a annoncé le 17 juillet qu'elle ne coopérerait pas au projet. Les Représentants des Travailleurs des Services Publics des Etats-Unis ont annoncé peu après "qu'ils ne soutenaient pas l'idée de voir leurs membres agir comme informateurs."

Quelques ouvriers non qualifiés ont encore été plus durs dans leurs critiques. Butch Traylor, un chauffeur d'UPS et membre de Teamsters for a Democratic Union [Chauffeurs de camion pour une union démocratique], commentait ainsi les TIPS dans une carte blanche du New-York Times : « je m'inquiète de savoir quelle définition du mot « suspect » va être utilisée. Je m'inquiète que ceux qui ont la charge de défendre notre liberté encouragent d'une façon aussi cavalière une telle atmosphère de crainte et de soupçon. »

« Cela m'embête de penser que mon facteur pourrait prêter plus d'attention au fait de savoir d'où provient mon courrier plutôt qu'où il est supposé aller. Un programme qui demande à des personnes comme nous de faire de la surveillance menace la confiance que nous avons établie dans les communautés que nous servons chaque jour. »

Toutes les sections du mouvement syndical ne désapprouvent pas les TIPS. ; James Hoffa, le Président de Traylor, a adopté le projet. Selon le porte-parole de Teamsters (des routiers syndiqués), Rob Black, « M. Hoffa dit que les membres de Teamster peuvent être les yeux et les oreilles de la guerre contre le terrorisme. »

L'opposition grandissante au projet TIPS a déjà provoqué la réduction des projets originaux. Le Ministère de la justice a annoncé le 9 août qu'il ne chercherait plus à inclure les ouvriers postaux et les agents des services publics dans l'opération.

REFROIDIR LES GREVES

L'administration Bush, sous le couvert de la sécurité nationale, est intervenue directement dans des négociations contractuelles de l'un des piliers du mouvement syndical : les dockers de la côte ouest. Dès la mi-mai, quand les négociateurs de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU) et les employeurs s'assirent autour de la table de discussion, l'administration avait déjà commencé à élaborer une réponse en s'appuyant très vraisemblablement sur une injonction de la loi Taft-Hartley.

Une pareille utilisation des dispositions "de secours national" de la Loi de Taft-Hartley n'a encore jamais été utilisée. Jimmy Carter l'avait tenté lors des grèves des mineurs en 1978. Ironiquement, en 1978, une des réponses les plus fortes à l'injonction est venue de l'ILWU, qui promit une grève générale d'une journée sur la côte ouest si des militaires étaient employés pour faire marcher les mines.

Contact pour cet article. Marsha Niemeijer marsha@labornotes.org
Publié en collaboration avec Labor Notes. Labor Notes est un magazine mensuel basé à Detroit, USA, engagé dans la réforme et la revitalisation des mouvements de travailleurs. Nous rapportons des nouvelles sur les mouvements de travailleurs que vous ne trouverez pas ailleurs. Des nouvelles sur les activités des travailleurs de base, les tactiques innovantes d'action, les luttes internationales, les travailleurs immigrés et les problèmes que certains leaders syndicaux préféreraient tenir cachés. Souscrivez et recevez Labor Notes par la poste ! Les renseignements pour souscrire à Labor Notes se trouvent sur notre site web : www.labornotes.org

Plus d'information.

Colloque international organisé par ATTAC France attacfr@attac.org « Le 11 septembre, un an après » Paris, 11 septembre 2002 - MC93 Bobigny 16 h 30 - 23 h 00 http://attac.org/fra/asso/doc/doc96.htm

Table ronde 1 : 16 h 30 - 18 h 30 « Une année d'occasions manquées » - Dean Baker (Etats-Unis), économiste, co-directeur du Center for Economic and Policy Research (CEPR), Washington - Riccardo Bellofiore (Italie), économiste à l'université de Bergame ; membre du Conseil scientifique d'Attac Italie - Susan George (France), vice-présidente d'Attac France - Heikki Patomäki (Finlande), professeur d'économie politique internationale à l'université de Nottingham Trent, Royaume-Uni + Table ronde 2 : 19 h 30 - 21 h 00 « Contre l'aveuglement

libéral, des alternatives aux politiques économiques internationales » Thomas Palley (Etats-Unis), directeur du Globalization Reform Project Open Society Institute, Washington - Dominique Plihon (France), président du Conseil scientifique d'Attac France - Gianni Rinaldini (Italie), secrétaire général de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM) + Table ronde 3 : 21 h 30 - 23 h 00 « Pour un autre ordre mondial » Bernard Cassen (France), président d'Attac France - Philip S. Golub (Etats-Unis), journaliste, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII - Emir Sader (Brésil), coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, journaliste et écrivain - Peter Wahl (Allemagne), membre du comité exécutif de World Economy, Ecology and Development (WEED), Berlin

Une année en Afghanistan

par Robert Kisk
Traduction. Julie Duchatel coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

La « guerre contre la terreur » du président Georges Bush a touché le village de Hajibirgit vers minuit le 22 mai. Haji Birgit Khan, le leader du village, Pushtu, âgé de 85 ans, barbu et à la tête de 12 000 familles tribales locales, était allongé sur l herbe en dehors de sa maison. Fagir Mohamed était en train de dormir parmi son troupeau de moutons sur un terrain de sable dans le sud lorsqu il a entendu « de grands avions bougeant dans le ciel ». Même la nuit, il fait tellement chaud que beaucoup de villageois passent des heures dans le noir hors de leur maison, bien que Mohamedin et sa famille étaient dans leur maison aux murs de boue. Il y avait 105 familles à Hajibirgit le 22 mai et toutes furent frappées par le tonnerre des moteurs des hélicoptères, le déchirement des palmes des rotors et les hurlements des Américains.

Haji Birgit Khan a été vu se précipiter de son terrain vers les murs blancs de la mosquée du village, une maison en ciment rectangulaire avec un seul haut-parleur et quelques tapis de sol très usés. On a vu plusieurs hommes armés lui courir après. Hakim, un des bergers, a vu un homme d un des hélicoptères poursuivre le vieil homme dans la mosquée et a entendu la décharge d une arme à feu. « Quand les gens de notre peuple l ont trouvé, il avait été tué avec une balle, dans la tête », dit-il, en pointant le sol et désignant le trou d une seule balle dans le sol de la mosquée et une tâche de sang à ses côtés. « Nous avons trouvé des morceaux de son cerveau sur le mur ».

Dans le village, des explosions aiguës fusaient dans les cours et aux seuils des petites maisons. « Les Américains nous jetaient des grenades cataplexiantes et des grenades fumigènes », se souvient Mohamedin. « Ils nous en jetaient des douzaines et ils criaient et hurlaient tout le temps. Nous n avons pas compris leur langage, mais il y avait des bandits armés Afghans avec eux aussi, des Afghans avec des visages barbouillés. Plusieurs ont ligoté nos femmes, nos propres femmes, et les Américains soulevaient leur burqas, pour voir leurs visages. A ce moment, on a vu une petite fille s enfuir ». Abdul Satar dit qu elle avait trois ans, et qu elle courrait en hurlant de terreur vers sa maison, que son nom était Zarguna, qu elle était la fille d un homme nommé Abdul Shakour- plusieurs Afghans n ont seulement qu un nom- et que quelqu un l a vu tomber dans un puits du village profond de 60 pieds de l autre côté de la mosquée. Pendant la nuit, elle s est noyée ici, seule, le dos apparemment cassé par la chute. Des enfants du village ont trouvé son corps le matin. Les Américains n ont porté aucune attention à ce cas. De par la description de leurs vêtements, donnée par les villageois, sont impliqués les Special Forces et aussi les unités des forces spéciales afghanes, les unités indisciplinées et violentes travaillent pour l ancienne police secrète Khad de Kaboul. Il y avait aussi 150 soldats de l US 101st Airbone, ceux dont la base est à Fort Campbell dans le Kentucky. Mais Fort Campbell est très loin de Hajibirgit, qui est à 50 miles dans le désert au sud ouest de la ville de Kandahar. Les Américains étaient obsédés avec une seule idée : le village renfermait des leaders des Talibans et du mouvement d al Qa ida d Osama Ben Laden.

Un ancien membre des Special Forces d une des partenaires des coalitions américaines a fourni sa propre explication sur le comportement des Américains quand je l ai rencontré quelques jours plus tard. « Quand nous allons dans un village et que nous voyons un fermier avec une barbe, nous voyons un fermier Afghan avec une barbe », dit-il. «Quand les Américains vont dans un village et voient un fermier avec une barbe, ils voient Osama Ben Laden ».

Toutes les femmes et enfants ont été obligés de se rassembler à un bout de Hajibirgit. « Ils nous poussaient et nous jetaient en dehors de nos maisons », dit Mohamedin. « Quelques-uns uns des hommes armés Afghans nous criaient des injures. En même temps, ils jetaient des grenades sur nos maisons ». Les quelques villageois qui parvinrent à fuir ont collecté des grenades cataplexiantes le jour suivant avec l aide des



enfants. Ils en recueillirent des douzaines, des petits pots verts cylindriques avec les noms et les codes imprimés sur le côté. Sur l une est écrit « 7 BANG Delay : 1.5 NIC-01/06-07 », une autre « 1 BANG, 170 dB Delay :1.5 s », une autre encore « DELAY Verzagerung ca. 1.5s ». Ce sont ces grenades qui ont terrifié Zarguna et qui ont ensuite causé sa mort. Cela fait partie de l équipement normal des US Special Forces, elles sont manufacturées en Allemagne par une firme d Hambourg de Nico-pyrotehnick- ce qui explique le « NIC » sur plusieurs des cylindres, « dB » signifie décibels.

Plusieurs dates sur les timbres montrent que les grenades ont été récemment fabriquées en mars dernier. L entreprise allemande se réfère à elles officiellement comme des « 40 mn sur 46 mn son et flash cartouche ». Mais les Américains tiraient aussi des balles. Plusieurs ont percuté une voiture dans laquelle un autre villageois, un chauffeur de taxi, nommé Abdullanh, était entrain de dormir. Il a été gravement touché. Il en fut de même pour le fils de Haji Birgit Khan.

Un porte-parole militaire américain dira plus tard que les soldats américains sont « venus sous le feu » dans le village et qu ils ont tué un homme et blessé deux « Talibans suspectés ou des membres d Al Qa ida ». L implication – suivant laquelle Haji Birgit Khan âgé de 85 ans était l homme armé - est clairement grotesque.

Les deux blessés étaient sans doute le fils de Khan et Abdullah, le chauffeur de taxi. L argument des Etats-Unis suivant lequel ils étaient talibans ou des membres d Al Qa ida n est qu un mensonge – puisque les deux furent relâchés. « Quelques Afghans que les Américains ont amené avec eux criaient « tais-toi » aux enfants qui pleuraient », se souvient Faqir Mohamed.

« Ils nous ont allongés par terre et ont mis des menottes sur nos poignets, des sortes de menottes en plastique. Au plus on tirait dessus, au plus elles se rétrécissaient et au plus elles nous blessaient. Ensuite ils nous ont bandé les yeux. Ils ont commencé à nous pousser vers les avions, nous frappant si on essayait de marcher ».

En tout, les Américains ont rassemblé 55 des hommes du village, les yeux bandés et mains liées, dans leur hélicoptère. Mohamedin était parmi eux. Abdul Shabour aussi, il ne savait toujours pas que sa fille était dans le puits. Le 56ième prisonnier afghan à être chargé dans l hélicoptère était déjà mort : les Américains ont décidé de prendre avec eux le corps de Haji Birgit Khan âgé de 85 ans.

Quand l hélicoptère a atterri à l aéroport de Kandahar – le QG du 101 st Airbon- les villageois étaient, suivant leurs témoignages, étaient rassemblés dans des containeurs. Leurs jambes étaient attachées, leurs menottes et une des jambes de chaque prisonnier étaient séparément attachées à des parois des containeurs. De fins sacs couvraient leurs têtes. Abdul Satar était parmi les premiers dans cette petite et chaude prison. « Deux Américains marchaient et arrachèrent mes vêtements », dit-il. « Si les vêtements ne se déchiraient pas, ils les coupaient avec des ciseaux. Ils me rasèrent la barbe quand j étais nu et prirent une photo. Pourquoi ont-ils rasé ma barbe ? J ai toujours porté la barbe ».

Mohamedin fut laissé nu, sa barbe était rasée, sous une tente pour un interrogatoire, ses yeux n étaient plus bandés. « Il y avait un traducteur afghan, un Pushtun avec un accent de Kandahar dans la pièce, parmi les soldats Américains, c était des hommes et des femmes soldats », dit-il. « J étais là, nu devant eux, avec les mains attachées. Certains étaient debout, d autres assis à des bureaux. Ils me demandèrent : « Que fais-tu ? » Je répondis : « Je suis un berger. Pourquoi ne demandez-vous pas à vos soldats ce que je fais ? Ils répondirent « dis-le toi-même ». Puis ils me demandèrent : « Quels genres d armes possédez-vous ? » Je leur dis que je n avais aucune arme.

Un autre demanda : « Avez-vous utilisé des armes pendant la période (de l occupation) russe, la période de la guerre civile ou la période des talibans ? Je répondis que pendant longtemps, j avais été un réfugié. » Selon le témoignage des villageois, il est impossible de savoir quelles unités américaines étaient chargées de ces interrogatoires. Quelques soldats américains portaient des bérets avec des badges jaunes et verts, d autres étaient en civil mais portaient des chapeaux. L interprète afghan était habillé de sa traditionnelle salwah khameez. Hakim subit un interrogatoire assez long, comme Mohamedin. Il dit qu il était nu devant ses interrogateurs.

« Ils voulaient savoir mon âge et mon travail. J ai dit que j avais 60 ans et que j étais un fermier. Ils me demandèrent : ' Y-a-t-il des Arabes, des Talibans ou des Iraniens ou des étrangers dans votre village ?' Je répondis :' non'. Ils me demandèrent :'Combien de pièces y-a-t-il dans votre maison et avez-vous un téléphone satellite ?'. Je leur dis que je n avais pas de téléphone et que je n avais même pas l électricité. Ils me demandèrent :' Les talibans étaient bons ou méchants ?'Je répondis que les Talibans n étaient



jamais venus dans notre village et que je n'avais pas d'informations à leur sujet. Ils me demandèrent : Et au sujet des Américains ? Quel genre de gens sont les Américains ? 'Je rétorquai : Nous avons entendu qu'ils nous avaient libérés avec le (Président Hamid) Karzai et nous avaient aidé- mais nous ne connaissons pas notre crime pour être traité de la sorte. » Qu'étais-je censé répondre ?

Quelques heures plus tard, les villageois d'Hajibirgit devaient se vêtir avec des habits d'un jaune brillant et ils furent mis dans des sortes de cages dans la base –une version miniature de Guantanamo Bay- avec du pain, des biscuits, du riz, des haricots et des bouteilles d'eau. Les plus jeunes étaient séparés des plus âgés. Il n'y avait plus d'interrogatoire, mais ils furent laissés dans les cages cinq jours. Pendant ce temps, les Américains essayaient de découvrir l'identité de cet homme de 85 ans. Ils n'ont rien de mandé aux prisonniers, qui auraient pu l'identifier, car les interrogateurs américains ne souhaitaient pas leur faire savoir qu'il était mort. A la fin, les Américains donnèrent une photo de la tête à la Croix Rouge Internationale. L'organisation dit presque immédiatement aux officiers de Kandahar que l'homme âgé était peut-être le plus important leader tribal de la ville.

« Quand nous sortirent enfin de nos cages, plusieurs conseillers américains nous attendaient, pour nous parler », dit Mohamedin. « Ils utilisaient un interprète et ils nous ont demandé d'accepter leurs excuses s'ils nous avaient mal traités. Ils nous dirent qu'ils étaient désolés. Que pouvions-nous dire ? Nous étions les prisonniers. Un de leurs conseillers nous dit : ' Nous allons vous aider '. Qu'est ce que cela signifie ? » Une flotte d'hélicoptères américains ramena les 55 hommes vers le stade de football de Kandahar- une fois les exécutions des Talibans terminées- ils étaient tous libres, toujours habillés dans leurs habits de prisonniers et avec un bracelet d'identité en plastique autour du poignet avec un numéro. Sur chacun était écrit « Ident-A-Band Bracelet made by Hollister ». Ils apprirent que le vieil Hajo Birgit Khan avait été tué pendant le raid une semaine plus tôt. Et Abdul Shakour appris seulement à ce moment que sa fille était morte.

Le Pentagone dit au début qu'il avait de la « peine à croire » que les femmes dans le village avaient les mains liées. Mais étant donné les descriptions identiques des traitements des femmes afghanes après le bombardement américain de la noce d'Uruzgan, qui a suivi le raid sur Hajibirgit, il semble que les Américains – ou leurs alliés afghans- ont exactement fait cela. Un porte-parole américain a dit que les forces américaines avait trouvé « des points de renseignements », des armes et de grosses liquidités en argent dans le village. Les « points de renseignements » n'ont jamais été clarifiés. Les armes étaient sûrement des armes de protection contre les voleurs. L'argent liquide reste un point délicat pour les villageois. Abdul Satar dit qu'il avait 10 000 roupies pakistanaises (environ 200$). Hakim dit qu'il avait perdu ses économies de 150 000 roupies – 3000$. « Quand ils nous ont libérés, les Américains nous ont donné 2000 roupies chacun », dit Mohamedin. « C'est juste 25$. Nous aimerions récupérer le reste de notre argent ».

Cependant, les hommes qui rentraient à Hajibirgit allaient être confrontés à une plus grande tragédie. Durant leur absence, sans armes pour défendre leurs maisons, et avec le plus vieil homme du village mort et avec plusieurs hommes prisonniers des Américains, des voleurs étaient descendus sur le village. Un groupe d'hommes de la province d'Helmand, dont le leader était Abdul Rahman Khan – un « mujahid » violent et rapace s'étant battu contre les Russes et contre le commandant de police du gouvernement de Karzai- a lancé un assaut sur le village une fois que les Américains avaient emmené les hommes. Quatre-vingt-quinze des 105 familles ont fui dans les collines, en laissant leurs biens dans leurs maisons qui allaient être pillées.

Des questions dérangeantes et abominables se glissent dans la tête de chaque personne qui traverse le désert pour aller vers Hajibirgit et elles ont évidentes aujourd'hui. Qui a parlé du raid américain sur le village ? Qui leur a dit que des leaders des Talibans et des membres d'Al Qa'ida étaient là ? S'agissait-il peut-être d'Abdul Rahman Khan, le cruel chef de police qui a été si rapide à décider le pillage, une fois le raid américain ? Jusqu'à présent, Hajibirgit est un village fantôme virtuel, son leader est mort, la plupart des ses maisons sont abandonnées. Le raid américain n'était pas utile. Il ne reste que quelques 40 villageois. Ils se sont tous rassemblés sur la tombe de Zarguna il y a quelques jours, pour témoigner leur respect à la mémoire de la petite fille. « Nous sommes des pauvres gens – que pouvons-nous faire ? », me demanda Mohamedin. Je n'avais pas de réponse. La « guerre contre la terreur » du président Bush, son combat du « bien contre le mal » ont eu un impact sur l'innocent village de Hajibirgit.

Et maintenant, Hajibirgit est mort.

Contact pour cet article. Michael Albert Z Magazine/ Znet www.zmag.org sysop@zmag.org



Plus d'information.

Colloque international organisé par ATTAC France attacfr@attac.org « Le 11 septembre, un an après » Paris, 11 septembre 2002 - MC93 Bobigny 16 h 30 - 23 h 00 http://attac.org/fra/asso/doc/doc96.htm

Table ronde 1 : 16 h 30 - 18 h 30 « Une année d'occasions manquées » - Dean Baker (Etats-Unis), économiste, co-directeur du Center for Economic and Policy Research (CEPR), Washington - Riccardo Bellofiore (Italie), économiste à l'université de Bergame ; membre du Conseil scientifique d'Attac Italie - Susan George (France), vice-présidente d'Attac France - Heikki Patomäki (Finlande), professeur d'économie politique internationale à l'université de Nottingham Trent, Royaume-Uni + Table ronde 2 : 19 h 30 - 21 h 00 « Contre l'aveuglement libéral, des alternatives aux politiques économiques internationales » Thomas Palley (Etats-Unis), directeur du Globalization Reform Project Open Society Institute, Washington - Dominique Plihon (France), président du Conseil scientifique d'Attac France - Gianni Rinaldini (Italie), secrétaire général de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM) + Table ronde 3 : 21 h 30 - 23 h 00 « Pour un autre ordre mondial » Bernard Cassen (France), président d'Attac France - Philip S. Golub (Etats-Unis), journaliste, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII - Emir Sader (Brésil), coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, journaliste et écrivain - Peter Wahl (Allemagne), membre du comité exécutif de World Economy, Ecology and Development (WEED), Berlin

A propos du terrorisme

Par Alejandro Teitelbaum. REDH (Réseau solidaire pour les Droits de l'Homme)
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

L'assemblée de l'OEA a approuvé le 3 juin aux îles Barbades la Convention Interaméricaine contre le terrorisme. Elle l'a fait en un temps « record », sans discussion et sans écouter les objections ni les propositions de quelques ONG, parmi lesquelles celle de repousser le traitement du projet pour permettre un débat ouvert.

Les gouvernements du continent qui étaient représentés se sont contentés de respecter la « voix de leur maître ».

Qu'est-ce que le terrorisme ?

Le terrorisme pourrait être défini comme une activité destinée à provoquer la peur, la panique ou la terreur en vue d'obtenir un résultat. Dans le cas du terrorisme d'Etat, le résultat généralement recherché consiste à paralyser ou à détruire l'opposition politique ou idéologique ou à annihiler l'opposition armée. Le terrorisme de factions a généralement pour but d'obtenir la satisfaction d'une revendication particulière ou un changement de politique d'un Etat ou d'un groupe d'Etats.

Chez les victimes, les sentiments de peur, de panique ou de terreur peuvent provoquer des réactions instinctives d'autodéfense, neutraliser leur volonté et même les priver totalement de discernement et de sens critique.

Le terrorisme du pouvoir existe depuis des temps immémoriaux, et il a toujours été manié comme un outil par le pouvoir, qu'il soit temporel ou spirituel, qui l'utilise pour préserver sa domination et maintenir l'ordre établi.

Les textes religieux, tels l'Ancien Testament et le Coran, incitent les fidèles à l'adhésion par le biais de la peur de Dieu, certains vont jusqu'à prédire la terreur : « Avec vous, je ferai la chose suivante : j'enverrai sur vous la terreur, l'épuisement et la fièvre qui brûlent les yeux et tourmentent l'âme » (Lévitique, 26, 16). De telles menaces ont pris des formes précises, d'une inimaginable cruauté, dirigées contre les pécheurs, les hérétiques et les « infidèles » ; elles se sont concrétisées à travers l'Inquisition et au fil des cimeterres des guerriers mahométans.

La Révolution Française a institutionnalisé la Terreur au service du nouveau pouvoir qui devait être, selon Robespierre, indissolublement lié à la vertu. Pour l'ère contemporaine, l'exemple le plus vaste et le plus accablant de terrorisme a été donné par l'Etat national-socialiste allemand.

Les peuples d'Amérique Latine ont expérimenté des décennies de terrorisme du pouvoir (ou de terrorisme d'Etat), avec ses séquelles de centaines de milliers de tués, de disparus et de torturés, pour la plupart victimes des 60.000 militaires formés à cette tâche à l'Ecole des Amériques, avec la complicité avérée du Conseil National de Sécurité, du Comité 40 (chargé des opérations secrètes) et de la CIA nord-américains. Le terrorisme d'Etat à l'échelle internationale est inclus dans la doctrine militaire des Etats-Unis, il consiste à paralyser l'arrière du pays agressé par

des bombardements massifs et indiscriminés contre la population et des objectifs civils (Vietnam, invasion de Panama, guerres du Golfe, de Yougoslavie et d'Afghanistan), en utilisant des armes interdites telles que le napalm, l'agent orange, les projectiles à têtes multiples, les bombes « semeuses de marguerites », etc.

Cette « doctrine » militaire n'est pas récente : l'Italie a procédé à des bombardements terroristes de populations civiles en Ethiopie en 1935-36, l'Allemagne et l'Italie s'y sont livrées pendant la guerre civile espagnole, l'Allemagne et ses alliés pendant la seconde guerre mondiale, etc.

Le terrorisme d'Etat (ou du pouvoir) a donc été depuis la plus haute Antiquité et continue d'être de nos jours la principale forme de terrorisme, destinée à préserver l'ordre établi, et le terrorisme individuel ou de groupe est généralement la réponse au terrorisme d'Etat (et non l'inverse).

Le terrorisme individuel ou de groupe est bien plus récent. Comme il ne dispose pas des moyens matériel ni du temps dont dispose le pouvoir, il est artisanal et recherche des résultats immédiats sans lésiner sur les moyens ni sur les sacrifices. Le messianisme et l'irrationalité du comportement de ses instigateurs et exécutants les conduit fréquemment à se convertir en instruments (généralement involontaires) du terrorisme d'Etat. Cela s'est produit et se produit encore dans les cas les plus divers, tant en ce qui concerne le terrorisme « rouge » que le terrorisme « noir ». Dans d'assez nombreux cas, l'intervention de services secrets d'Etat dans des actions terroristes a été vérifiée, particulièrement la CIA nord-américaine.

Tentatives de définition juridique du terrorisme.

Jusqu'à présent, toutes les tentatives de définition internationale du terrorisme ont échoué à cause entre autres, des différentes approches de la question, essentiellement politiques, existantes. Une Assemblée Générale de l'ONU a même été récemment dédiée au terrorisme, sans progresser dans la définition dudit.

En décembre 1987, l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé la résolution 42/159 : « Mesures destinées à prévenir le terrorisme international qui menace des vies innocentes ou cause leur perte et menace les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des manifestations du terrorisme et des actes de violence qui trouvent leur origine dans la détresse, les frustrations, les injustices et le désespoir, et qui conduisent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter de provoquer des changements radicaux ».

Voilà qui ressemble plus à une description sociologique du terrorisme non étatique qu'à un essai de définition juridique. Mais dans la résolution de l'Assemblée Générale citée le point 14 est très important, qui établit une distinction nette entre le terrorisme et la lutte pour la libération nationale, la liberté et l'indépendance des peuples soumis à des régimes racistes, à l'occupation étrangère ou à d'autres formes de domination coloniale, et au droit de ces peuples à chercher et à recevoir de laide.

De plus, les guerres de libération nationale sont inclues dans l'article 1, paragraphe 4 du Protocole I additionnel à la Convention de Genève, où il est précisé que les conflits internationaux et ceux qui les conduisent doivent respecter le droit international humanitaire.

De façon plus générale, il importe de ne pas confondre le terrorisme avec « le recours à la rébellion contre la tyrannie et l'oppression », comme il est dit dans le troisième paragraphe du préambule à la Déclaration Universelle des Droits de Homme.

Faute d'une définition du terrorisme en tant que délit constitué, la communauté internationale a opté pour une approche sectorielle en définissant des actes particuliers considérés comme terroristes dans une série de conventions internationales, énumérés dans l'article 2 du Projet de Convention Inter-Américaine.

L'absence de classification du terrorisme a permis à bien des Etats, particulièrement depuis le 11 septembre, d'établir des normes et d'agir en incriminant et en poursuivant des activités telles que la protestation sociale et politique et les mouvements de libération comme s'il s'agissait d'activités terroristes.

Aux Nations Unies, quelques rapporteurs spéciaux ainsi que la Haute Commissaire aux Droits de l'Homme ont attiré l'attention sur la nécessité de ne pas mener la lutte contre le terrorisme aux dépens des droits de l'homme.

L'argument terroriste est utilisé jusque dans la guerre économique que la superpuissance livre à certains Etats. Le cas le plus récent est celui de l'invraisemblable accusation formulée par les autorités nord-américaines contre Cuba de favoriser la fabrication d'armes biologiques. Cette accusation absurde provient de la volonté



d'asphyxier toujours davantage l'économie cubaine, dont les avancées en matière de recherche biologique et dans la fabrication de certains vaccins sont mondialement reconnues et appréciées.

Alejandro Teitelbaum
Contact pour cet article. Correo informativo informativo@attac.org

Plus d'information.

Colloque international organisé par ATTAC France attacfr@attac.org « Le 11 septembre, un an après » Paris, 11 septembre 2002 - MC93 Bobigny 16 h 30 - 23 h 00 http://attac.org/fra/asso/doc/doc96.htm

Table ronde 1 : 16 h 30 - 18 h 30 « Une année d'occasions manquées » - Dean Baker (Etats-Unis), économiste, co-directeur du Center for Economic and Policy Research (CEPR), Washington - Riccardo Bellofiore (Italie), économiste à l'université de Bergame ; membre du Conseil scientifique d'Attac Italie - Susan George (France), vice-présidente d'Attac France - Heikki Patomäki (Finlande), professeur d'économie politique internationale à l'université de Nottingham Trent, Royaume-Uni + Table ronde 2 : 19 h 30 - 21 h 00 « Contre l'aveuglement libéral, des alternatives aux politiques économiques internationales » Thomas Palley (Etats-Unis), directeur du Globalization Reform Project Open Society Institute, Washington - Dominique Plihon (France), président du Conseil scientifique d'Attac France - Gianni Rinaldini (Italie), secrétaire général de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM) + Table ronde 3 : 21 h 30 - 23 h 00 « Pour un autre ordre mondial » Bernard Cassen (France), président d'Attac France - Philip S. Golub (Etats-Unis), journaliste, professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII - Emir Sader (Brésil), coordinateur du Laboratoire des politiques publiques de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro, journaliste et écrivain - Peter Wahl (Allemagne), membre du comité exécutif de World Economy, Ecology and Development (WEED), Berlin

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 03
DANMARK : Blagarden – Copenhagen
FRANCE: Ales – Nantes
SUISSE SCHWEIZ: Lausanne
SVERIGE : Sundsvall - Malmo

-- Mercredi 04
AUSTRIA: Graz
FRANCE: La Rochette

-- Jeudi 05
BRITAIN : London
DANMARK : Blagarden – Copenhagen - Arhus
FRANCE: Rennes – Paris centre

-- Vendredi 06
BELGIE Belgique : Namur
DANMARK : Kobenhavn

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.